ASSEMBLÉE NATIONALE

17 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° II-124

présenté par

M. Bordat, M. Zulesi, Mme Lanlo, Mme Rilhac, M. Guillemard, M. Thiébaud, M. Abad, M. Olive,
M. Ghomi, M. Lemaire, Mme Decodts, M. Fait, M. Falorni, Mme Delpech, M. Haury,
Mme Violland, Mme Hugues, M. Ardouin, M. Grelier, M. Bataillon, Mme Jacqueline Maquet,
M. Causse, M. Fiévet et M. Ott

ARTICLE 35**ÉTAT B****Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Inclusion sociale et protection des personnes	9 100 000	0
Handicap et dépendance	0	0
Égalité entre les femmes et les hommes	0	0
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	0	9 100 000
TOTAUX	9 100 000	9 100 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Au sein du budget Solidarité, insertion et égalité des chances, le programme 304 « inclusion sociale et protection des personnes » comprend notamment le budget réservé à l'aide alimentaire dans son

action

14.

C'est au sein de cette action qu'est financé chaque année le Crédit National des Epiceries Solidaires (CNES).

Créé en 2014, ce dispositif prend le relai des financements européens qui excluent les épiceries sociales et solidaires, du fait de l'obligation imposée de gratuité des denrées et permet aux épiceries d'acheter des denrées, de planifier leurs approvisionnements et ainsi de mieux répondre aux recommandations du Plan National Nutrition Santé en matière de nutrition santé.

A chaque crise, l'Etat a octroyé des moyens supplémentaires aux grandes têtes de réseau de l'aide alimentaire pratiquant la distribution gratuite de denrées. Le montant du FSE + (anciennement FEAD) a augmenté de 100 M € sur le programme 2021-2027, auquel il faut ajouter les 30 M € du fonds MieuxManger pour Tous.

Cependant les nouvelles formes d'accès à l'alimentation, telles que les épiceries sociales et solidaires ne bénéficient que très marginalement de ces annonces. Pourtant, la lutte contre la précarité alimentaire ne doit pas uniquement se focaliser sur la mise à l'abri de la faim via la distribution de colis mais prendre également en compte les enjeux de qualité, de diversité de l'alimentation et de dignité des personnes telles que mentionné dans la définition de la lutte contre la précarité alimentaire au sein du Code de l'action sociale des familles (art L 266-1).

Ainsi, le CNES n'a pratiquement jamais connu d'augmentation depuis sa création alors que la situation financière des épiceries sociales et solidaires est de plus en plus compliquée :

- L'inflation sur les produits alimentaires atteint 15 % sur un an. Cette inflation impacte bien évidemment les épiceries sociales et solidaires, dont une part importante du budget est destinée à l'achat de denrées.
- Dans une enquête réalisée en septembre 2023, 25 % des épiceries du réseau UGESS connaissent un déficit budgétaire moyen de près de 20 000 € chacune.
- De nombreuses épiceries sociales et solidaires ont dû refuser d'accueillir de nouveaux bénéficiaires, faute de moyens suffisants.

Pourtant, la précarité alimentaire s'accroît et ne touche plus uniquement les personnes situées sous le seuil de pauvreté mais toute une partie de la classe moyenne inférieure. Au sein du réseau de l'UGESS, on constate une augmentation de 20 % des publics pour l'année 2023.

- Les produits issus de la ramasse sont en forte baisse sur les cinq dernières années. Les épiceries sociales et solidaires de l'UGESS estiment la baisse de quantité à environ 20 %, sans compter que les produits réceptionnés sont de moins en moins bonne qualité, ce qui augmente le nombre de produits directement jetés.
- Le nombre d'épiceries sociales et solidaires a fortement augmenté ces dernières années : entre 2018, une étude de la DGCS estimait leur nombre à environ 1000, en 2023, celui-ci serait d'environ 1300.

Le montant de l'enveloppe CNES par épicerie baisse donc mécaniquement chaque année pour faire face à la hausse des demandes.

Afin d'assurer la recevabilité financière du présent amendement au regard de l'article 40 de la Constitution il est donc proposé de majorer, en autorisations d'engagement comme en crédits de paiement, les crédits de l'action 14 du programme 304 par la minoration à due concurrence des crédits de l'action 11 du programme 124. Naturellement il ne s'agit pas de pénaliser cette action et il appartiendra au Gouvernement de lever le gage sur cet amendement en cas d'adoption. Une autre possibilité de financement de cette action serait l'introduction d'une taxe additionnelle sur les produits trop gras, salé ou sucrés, ou encore l'arrêt de la défiscalisation de ce type de produits lors de dons réalisés par la grande distribution.

Cet amendement est travaillé avec l'Union Nationale des Groupements des Epiceries Sociales et Solidaires (UGESS)